



NOTE DE POLITIQUE - NOVEMBRE 2011

VERS UN NOUVEAU MONDE GLOBAL DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES? AU TOUR DE L'ETFP DE SE FAIRE UNE PLACE.

Introduction

Il y a quelques décennies, l'ETFP (Enseignement Technique et Formation Professionnelle) représentait une composante essentielle des stratégies de développement de nombreux pays en voie de développement. En raison de l'accent mis sur l'éducation de base, l'ETFP devint marginalisé dans le paysage éducatif, et contraint par une image négative de lui comme une voie éducative de moindre prestige et de basse qualité.

2011 et 2012 marquent le retour de l'ETFP. Le prochain Rapport Mondial de Suivi sur l'Education Pour Tous, en 2012, est consacré au renforcement des compétences, qui est le dernier des six objectifs du Cadre de Dakar à faire l'objet d'une analyse détaillée. Parallèlement, l'UNESCO a décidé que le moment était venu de préparer un Rapport Mondial sur l'ETFP, qui sera le document principal au troisième Congrès International sur l'ETFP à Shanghai du 14 au 16 mai 2012.

Le dernier numéro de La Lettre du NORRAG (LN46) est consacré à l'ETFP et au renforcement des compétences. Dans ce numéro, il y a des contributions d'agences bilatérales et multilatérales qui traitent de plusieurs dimensions différentes du renforcement des compétences. D'autres contributions montrent aussi clairement que les agences de coopération sont engagées de façon importante dans l'appui aux réformes de l'ETFP, mais la grande diversité des réformes de l'ETFP aboutit à un paysage varié en matière d'interventions sur l'ETFP.

Former pour quoi ?

Qui devrait être formé, et à quoi ? Comment organiser cela ? Ces questions classiques sont toujours aussi pertinentes de nos jours qu'il y a quelques décennies. Bien que certaines approches spécifiques à leur contexte, comme « la légère professionnalisation de l'enseignement secondaire général » en Amérique Latine, aient été testées, il n'y a pas encore le signe d'une approche qui pourrait être appliquée plus généralement.

Il y a dans le monde un nombre important de jeunes qui ne sont pas employés, un manque de travailleurs formés, des économies qui n'ont pas une croissance suffisante pour créer des emplois, et des systèmes éducatifs qui ne transmettent pas les compétences nécessaires à l'économie. Les contributions à la Lettre du NORRAG n°46 montrent clairement que le développement des compétences techniques et professionnelles est un processus complexe qui doit prendre en compte la diversité des contextes socio-économiques et l'hétérogénéité des 'apprenants' : ceux qui ont abandonné très tôt le système, ceux qui ne l'ont pas achevé, et ceux qui l'ont achevé mais sont faiblement qualifiés.

De plus, il est évident que l'ETFP ne crée pas d'emplois à lui seul. Pourtant, de nombreux programmes orientés par l'offre, et le plus souvent offerts par le gouvernement, reposent sur l'idée qu'enseigner des compétences professionnelles mène à l'emploi, et donc à la croissance économique et au développement. Mais que faire si aucun emploi n'est créé ? Dans son article, De Moura Castro donne quatre conseils : 1. Mieux cibler les formations offertes. 2. Enseigner des compétences de base, plutôt que spécifiques. 3. Rendre l'éducation générale plus pratique et plus pertinente. 4. Enseigner pour l'auto-emploi.

Plusieurs auteurs suggèrent qu'il vaut mieux développer non seulement des compétences pour le travail ou l'emploi, mais aussi un ensemble de compétences générales et transversales (*soft skills*) qui sont considérées comme essentielles pour le travail et les loisirs. L'ETFP ne devrait pas être uniquement une préparation à l'emploi mais aussi un processus de socialisation et de renforcement des pouvoirs. La Banque Mondiale partage l'idée selon laquelle il est nécessaire à notre époque d'avoir des compétences multiples : cognitives, sociales et émotionnelles, techniques et professionnelles. La formation tout au long de la vie est recommandée pour permettre aux travailleurs d'être mobiles dans le marché du travail. Enfin, il est nécessaire d'avoir des programmes complets pour développer les compétences et permettre l'intégration sociale et économique des personnes ayant un niveau éducatif bas, en particulier les femmes.

Une grande diversité

Un autre message de La Lettre du NORRAG n°46 est que les cultures et les traditions d'ETFP varient considérablement selon les pays et les régions. Une grande partie de l'Amérique Latine a son propre système dual de formation, avec la formation en milieu scolaire et la formation dans des centres de formation spécialisés. L'apprentissage informel est presque le même dans les pays francophones et les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest, mais il est très différent des 'systèmes' en Afrique de l'Est et Afrique Australe. La formation sur le tas des travailleurs occasionnels est très répandue partout en Asie du Sud.

Plusieurs articles insistent sur la relation entre compétences professionnelles et réduction de la pauvreté. Cette dernière n'est ni simple ni automatique, notamment parce que la majorité des personnes compétentes se trouve dans la formation et l'emploi informels. Au Pakistan, par exemple, le secteur informel offre à lui seul 73% des emplois en dehors de l'agriculture. Il est très difficile d'atteindre ceux qui vont intégrer le secteur informel ou qui y travaillent déjà avec une formation leur permettant d'améliorer leur situation sociale et économique, ainsi que leur bien-être. L'expérience montre également que la formation des groupes marginalisés est effective et productive seulement lorsqu'elle est intégrée à une volonté plus large de renforcement des pouvoirs, en lien ou non avec des compétences permettant d'assurer des moyens de subsistance.

En raison de l'importance de l'apprentissage non-formel et informel, il y a un débat sur la nécessité de reconnaître et de certifier ces compétences qui permettraient aux personnes désavantagées de continuer à apprendre et de renforcer leur employabilité et mobilité. Mais comment organiser cela dans un cadre qui fonctionne ? Certains sceptiques pensent que les bénéfices ne méritent pas tous ces efforts, et d'autres craignent qu'un tel système – conçu pour permettre la flexibilité dans les parcours éducatifs – entraîne de nouvelles inégalités, en empêchant les plus désavantagés d'avoir accès aux 'connaissances puissantes' dont ils auraient besoin.

Ce que nous avons besoin de connaître

Dans sa contribution, Majumdar analyse deux tendances en lien avec la recherche sur l'ETFP. La première tendance consiste à limiter les priorités de la recherche aux besoins immédiats du marché du travail et découle de la tradition d'un ETPF orienté par l'offre et la demande. La deuxième tendance ignore les besoins socio-économiques plus larges et auxquels l'ETFP pourrait répondre. Ceci a pour conséquence une vision étroite des priorités en matière de recherche sur l'ETFP, qui affaiblit le potentiel de l'ETFP, l'évaluation réelle des dimensions sociales de la formation, et la prévision des besoins de la société et de l'économie pour un développement holistique, indépendamment de ce que le marché du travail impose. Certains enjeux qui pourraient avoir un impact plus grand sur les préoccupations à venir en matière d'ETFP sont moins attrayants à discuter et moins compris ; ils se voient donc accorder moins de priorité.

Pour maximiser les contributions de l'ETFP au développement social et économique, il est nécessaire d'adopter une conception plus large et variée de l'ETFP, qui comprend une multitude d'objectifs, de prestataires, de contextes et d'apprenants.

Cette note de politique a été élaborée par Ad Boeren (Nuffic) à partir de La Lettre du NORRAG n°46, publiée en septembre 2011. La Lettre du NORRAG (NORRAG NEWS) est une lettre d'information électronique qui paraît deux fois par an. Editée par le Professeur Kenneth King, elle offre une analyse critique d'un thème précis en lien avec la coopération internationale en matière d'éducation et de formation. Elle est gratuitement disponible en anglais, français et espagnol sur le site du NORRAG : www.norrag.org



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Netherlands organisation for
international cooperation in
higher education